

**Pour une Histoire publique de la Justice.
Archives, patrimoine et humanités numériques.**

L'histoire de la Justice fut pendant longtemps cantonnée au champ académique et caractérisée par une historiographie morcelée selon une périodisation contraignante et des frontières institutionnelles contemporaines (police, gendarmerie, magistrature, droit, prison, bagnes, représentations et fictions). Aujourd'hui, à un moment où la question de l'État de droit se pose avec une nouvelle acuité, où la médiatisation des affaires judiciaires et la radicalisation des politiques de sécurité intensifient les débats publics, la diffusion, en libre accès de sources et de savoirs issus de la recherche sur le droit et la Justice constitue un enjeu majeur.

Ce séminaire vise à ouvrir une réflexion collective au croisement des humanités numériques et de l'histoire de la Justice. Il répond à un besoin de partage d'expériences en matière de constitution de corpus, de recherche, de valorisation du patrimoine et d'édition numérique. Notre objectif est de favoriser les échanges entre les différentes disciplines de la recherche appliquée à l'histoire de la justice, mais aussi entre les différents métiers (des archives, des musées, de la documentation, de l'enseignement, du numérique, de la médiation...) qui concourent à la diffusion dans l'espace public des sources et des savoirs sur le droit et la justice.

Les interactions nouvelles entre les historiens et les pratiques judiciaires, les questions posées par les politiques du passé et les revendications mémorielles invitent à cette démarche de concertation collective. Notre intention est de contribuer ainsi à faire de la justice le sujet d'une histoire parmi d'autres histoires, dont la narration collective serait le produit d'interactions et de débats exigeant des coopérations pluridisciplinaires et des projets participatifs.

Ce séminaire-atelier voudrait être un lieu d'échanges en prise avec l'actualité de la recherche et des humanités numériques et mettant au cœur de sa réflexion collective : les usages et les usagers. Chaque séance donnera lieu à la présentation d'un corpus (ou d'une question) et à deux interventions consacrées à des retours d'expérience. Une ½ journée est prévue aux archives nationales.

>>>> Séminaire ouvert / inscription obligatoire : seminairehistoirepublique@gmail.com

Responsables : Hélène Bellanger (Sciences Po) et Marc Renneville (CNRS)

Partenaires : Archives Nationales (département de la Justice et de l'Intérieur), Centre des monuments nationaux (CMN), CNRS (CLAMOR, Criminocorpus), Sciences Po (DRIS, CHSP, CEVIPOF, Ecole de droit, OpenLab Campus Justice)

Lieu : Centre d'Histoire de Sciences Po, salle du traité, 1^{er} étage, 56 rue Jacob. 75006 Paris. M° Bac, St Germain

<p>Séance 1</p> <p>14 déc. 2017</p>	<p>Humanités numériques, nouvelles pratiques archivistiques, documentaires, pédagogiques et scientifiques</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Bruno Ricard/Jeanne Mallet, SIAF, « La diffusion sur internet des données à caractère personnel ou sensible : droit et mises en pratique. » ✓ François Cavalier SCPO DRIS : « Ressources numériques, évolution des métiers, des usages et des usagers (textes, iconographie, presse, archives). »
<p>Séance 2</p> <p>25 janv. 2018</p>	<p>Histoires publiques et usages publics de l'histoire : faire le point</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Corpus : Odile Gaultier-Voituriez, CEVIPOF et Sylvaine Detchemendy, DRIS, « La collecte de matériel électoral, numérisation et mise en ligne : questions, méthodes et publics. » ✓ Catherine Brice, UPEC, CRHEC, IUF : « Histoire publique. Une discipline et des pratiques. »
<p>Séance 3</p> <p>15 mars 2018</p> <p>Archives nationales, site de Pierrefitte-sur-Seine (salle des commissions 1 et 2)</p>	<p>Police-Justice : diversité et complémentarité des fonds relatifs à la Seconde Guerre mondiale</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Violaine Challéat-Fonck, Emilie Charrier, Pascal Raimbault et Christophe Bouvier, AN, « Mise en résonance des fonds des ministères de l'Intérieur et de la Justice relatifs à la Seconde Guerre mondiale conservés aux Archives nationales (direction de la surveillance du territoire, service de recherche des crimes de guerre, police judiciaire, juridictions d'exception) et passerelle avec les fonds du Service Historique de la Défense) ». ✓ Présentation de documents originaux.
<p>Séance 4</p> <p>12 Avril 2018</p>	<p>Au tribunal. La cour d'Assises, l'ordinaire et l'exception.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Corpus : Cyprien Henry, AN, « Sources papier et audiovisuelles des procès Barbie, Touvier et Papon. » ✓ Hélène Bellanger, Sciences Po, centre d'Histoire et école de droit. « Former par la recherche et coproduire contenus et outils avec des étudiants, des chercheurs et des professionnels de la justice » ✓ Emmanuelle Papinot, Toulouse II. "Prise en compte de la diversité des publics dans la mise à disposition de vidéos en ligne : le cas de Criminocorpus.org"
<p>Séance 5</p> <p>17 Mai 2018</p>	<p>Lieux de justice. Territoires, mémoires et pratiques judiciaires.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Corpus : Céline Delétang, AN, « Les archives des lieux de justice conservées aux Archives nationales. L'exemple de Gaillon. » ✓ Delphine Samsoen, CMN, « Nouveau parcours à la Conciergerie. Patrimoine, usagers et outils numériques. » ✓ Marc Renneville, Sophie Victorien, CNRS CLAMOR, « le projet HUGO, inventaire participatif des lieux de justice. »
<p>Séance 6</p> <p>21 Juin 2018</p> <p>199 bd St-Germain salle 502</p>	<p>Justice d'exception. Du tribunal révolutionnaire à la cour de sûreté de l'Etat</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Corpus : Christophe Bouvier, Annie Poinot, AN, « La Cour de sûreté de l'État et ses archives à travers le jugement par contumace de la Collaboration et des mouvements de Mai 68 ». ✓ Guillaume Mazeau, Paris I, « Les condamnés du tribunal révolutionnaire. A la Conciergerie et sur le web. » ✓ Vanessa Codaccioni, Paris VIII, « Analyser et dire l'état d'exception. »